



*La Plaine sur mer*

**MAIRIE DE LA PLAINE-SUR-MER**

**LOIRE-ATLANTIQUE**

## **Arrêté n° 2024-062-ST**

**Objet : Arrêté portant permission de voirie et réglementant la circulation au profit de l'entreprise ORANGE représentée par l'entreprise CIRCET pour des travaux situés 3 rue de la Cormorane**

### **Le Maire de la commune de La Plaine-sur-Mer,**

Vu le Code général des collectivités territoriales, et notamment l'article L.2213-1,  
Vu le Code général de la propriété des personnes publiques et notamment l'article L.2122-1,  
Vu le Code des postes et communications électroniques (CPCE),  
Vu le Code de la route, notamment les articles L.110-1 et suivants, R.110-1, R.110-2, R.411-5, R.411-7, R.411-8, R.411-25, R.415-6,  
Vu le Code de la voirie routière, notamment l'article L.115-1,

Considérant la requête en date du 17 janvier 2024, par laquelle l'entreprise CIRCET située 3 boulevard Vincent Gâche – 44200 NANTES, demande une autorisation pour une occupation du domaine public,  
Considérant que le domaine public doit être préservé,

### **ARRÊTE**

#### **Article 1 : Permission de voirie**

Le bénéficiaire est autorisé à occuper le domaine public pendant 30 jours à compter du 5 février 2024 pour effectuer une reprise de fourreau télécom.

#### **Article 2 : Prescription d'occupation**

Les réfections définitives seront effectuées à l'identique de l'existant.

#### **Article 3 : Règlementation de la circulation**

1. Intervention réalisée sous alternat par feux de chantier.
2. Stationnement interdit dans l'emprise des travaux.
3. Vitesse limitée à 30 km/h dans l'emprise des travaux.

#### **Article 4 : Sécurité et signalisation du chantier**

Le bénéficiaire de la présente autorisation a la charge de la mise en place, du maintien et de la maintenance de la signalisation de son chantier. Il est responsable vis-à-vis des tiers en cas de manquement y compris en cas d'intervention d'un sous-traitant d'exécution.

### **Article 5 : Responsabilité**

Cette autorisation est délivrée à titre personnel, précaire et révocable, elle ne peut être cédée. L'autorisation peut être révoquée à tout moment par l'autorité territoriale sans que le bénéficiaire puisse se prévaloir d'une indemnisation.

Le bénéficiaire est responsable, tant vis-à-vis de la collectivité, que vis-à-vis des tiers, des accidents, dommages de toute nature, qui pourraient résulter de la réalisation de ses travaux ou de l'installation de ses biens.

Dans le cas où l'exécution de l'autorisation ne serait pas conforme aux prescriptions techniques définies précédemment, le bénéficiaire sera mis en demeure de remédier aux malfaçons, dans un délai au terme duquel le gestionnaire de la voirie se substituera à lui. Les frais de cette intervention seront à la charge du bénéficiaire et récupérés par la Collectivité comme en matière de contributions directes

### **Article 6 : Exécution de l'arrêté**

Madame le Maire, Madame la directrice générale des services, Monsieur le commandant de brigade de gendarmerie, Monsieur le responsable de la police municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

### **Article 7 : Recours**

Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Nantes ou par l'application Télerecours citoyens accessible à partir du site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr), dans un délai de deux mois à compter de sa publication sous forme électronique.

### **Article 8 : Ampliation**

- Affichage sur site par le bénéficiaire
- Le bénéficiaire
- Monsieur le Commandant de la communauté de brigades de Gendarmerie de Pornic
- Monsieur le Président de la communauté d'agglomération du Pays de Retz
- Monsieur le Chef de centre de secours de Préfailles/La Plaine-sur-Mer
- Monsieur le responsable du service de Police municipale de La Plaine-sur-Mer

La Plaine-sur-Mer, le 1<sup>er</sup> février 2024

Par délégation du Maire,  
Benoît BOULLET  
Adjoint au Maire

